1

bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 12 septembre 1952, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut du personnel subalterne de la gendarmerie", a donné en sa séance du 6 octobre 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e September 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende het statuut van het lager personeel der Rijkswacht", heeft ter zitting van 6 October 1952 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi sur la gendarmerie, qui a fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat du 7 juillet 1952, dispose en son article 12 : "La gendarmerie se compose d'officiers, de sous-officiers, de brigadiers et de gendarmes. Leur statut est fixé par la présente loi et par d'autres lois particulières".

Les lois coordonnées sur les pensions militaires fixent, en leur article 57, les assimilations des grades du personnel subalterne de la gendarmerie avec les grades des sous-officiers des forces armées. Ces assimilations sont fondées sur la classification suivante : sous-officiers, brigadiers et gendarmes.

Le Conseil d'Etat est d'avis que pour réaliser la concordance avec le projet de loi et les lois coordonnées précités, l'article 1er devrait être rédigé en tenant compte de cette classification.

La qualification des grades d'adjudant et d'adjudant-chef étant nouvelle, le Conseil d'Etat propose de mettre entre parenthèses les anciennes qualifications qui figurent notamment dans l'article 29 des lois coordonnées sur les pensions militaires, modifié par la loi du 26 mai 1948.

\+

\+ +

Comme toutes les dispositions figurant aux sections 2 et 4 du projet concernent le personnel servant par engagement ou rengagement, le Conseil d'Etat propose de les réunir en un chapitre.

\+

\+ +

.../...

L'article 33 du projet laisse au Roi le soin de déterminer les conditions auxquelles sont subordonnés le rengagement, la résiliation de l'engagement ou du rengagement et la non-admission au rengagement des membres du personnel subalterne n'appartenant pas au corps des sous-officiers de carrière.

Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Gouvernement que la non-admission au rengagement, dont il est question à l'article précité, est la décision par laquelle le rengagement d'un membre du personnel est refusé, alors que l'engagement ou le rengagement en cours n'est pas encore expiré.

Le pouvoir conféré au Roi de déterminer les conditions du rengagement lui permet de déterminer également celles de la non-admission au rengagement et rend dès lors inutile la distinction faite par le projet.

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 5, 1°, du projet, le membre du personnel ne peut être admis dans le corps des sous-officiers de carrière qu'à la condition d'avoir le grade de maréchal des logis de deuxième classe.

Suivant l'article 30, le grade de maréchal des logis de première classe ne peut être conféré qu'aux maréchaux des logis de deuxième classe admis dans le corps des sous-officiers de carrière.

.../...

Enfin, suivant l'article 39, le grade de premier maréchal des logis est conféré aux sous-officiers de carrière qui ont satisfait à l'examen de candidat gradé d'élite.

Des renseignements donnés par le délégué du Gouvernement, il résulte que des membres du personnel servant sous le régime de l'engagement ou du rengagement pourront accéder au grade de premier maréchal des logis, qui constitue le premier grade de sous-officier d'élite.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de modifier l'article 39 de manière à permettre à ces membres du personnel d'accéder au grade de premier maréchal des logis avant leur admission au corps des sous-officiers de carrière, et de tenir compte de cette situation pour la rédaction des articles 5, 1°, 7, alinéa 1er, et 9 du projet.

\+

\+ \+

Suivant les renseignements donnés par le délégué du Gouvernement, les nécessités du recrutement dont il est question à l'article 11 du projet pourraient obliger le Ministre de la Défense nationale à maintenir en service par rengagements successifs avec leur grade, des membres du personnel autres que des sous-officiers.

Il y aurait lieu de modifier en ce sens l'article 11.

\+

\+ \+

.../...

Aux termes de l'article 17, alinéa 2, du projet, la mise en non-activité par mesure disciplinaire est prononcée soit d'office, soit sur proposition d'un chef hiérarchique, par le Ministre de la Défense nationale pour une durée de un à six mois, et par le Roi pour une durée supérieure. A cette disposition s'ajoute un membre de phrase ainsi conçu : "un conseil d'enquête peut, éventuellement, être réuni".

La réunion de ce conseil d'enquête étant facultative, le Conseil d'Etat est d'avis que ce membre de phrase est inutile et propose de le supprimer.

\+

\+ +

L'article 19 du projet habilite le Roi à fixer les allocations dues aux sous-officiers de carrière se trouvant dans une des positions prévues à l'article 12 ou suspendus par mesure d'ordre.

Suivant une tradition constante qui remonte à 1840, le Roi a compétence pour fixer les rémunérations du personnel subalterne de la gendarmerie.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la disposition qui fait l'objet de l'article 19 peut être omise.

\+

\+ +

Suivant l'article 25, 2°, b, du projet, la radiation est prononcée à l'égard du sous-officier de carrière qui a été condamné à une ou plusieurs peines

.../...

correctionnelles prononcées par un ou plusieurs jugements ou arrêts, lorsque ces peines ne sont pas conditionnelles et lorsqu'elles atteignent ensemble douze mois d'emprisonnement du chef de toutes infractions prévues par le Code pénal ordinaire ou le Code pénal militaire autres que celles énumérées à l'article 25, 2°, a.

Telle qu'elle est libellée, cette disposition ne permettra pas de prononcer la radiation du sous-officier qui a été condamné dans les conditions susvisées à douze mois d'emprisonnement du chef d'infractions prévues par des lois pénales particulières.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de suppléer à cette lacune et propose de rédiger l'article 25, 2°, b, comme suit : "b) douze mois d'emprisonnement du chef de toutes autres infractions aux lois pénales".

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 27, alinéa 2, du projet, le sous-officier de carrière mis à la retraite est maintenu sur les contrôles de la gendarmerie dans les conditions fixées par la législation sur la milice.

L'article 84 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, dispose : "Les sous-officiers, caporaux et brigadiers qui jouissent d'une pension de retraite peuvent être maintenus à la disposition du Ministre de la Défense nationale pendant dix ans, et au plus tard jusqu'à l'âge de 55 ans".

.../...

Par souci de concordance avec cette disposition, le Conseil d'Etat propose de remplacer les termes "est maintenu" , qui figurent à l'article 27, alinéa 2, susvisé, par "peut être maintenu".

\+

\+ +

Plusieurs dispositions du projet impliquent la distinction du grade et de l'emploi.

Cette règle est en concordance avec celle qui est en vigueur aux forces armées tant pour les officiers que pour les sous-officiers. En ce qui concerne ces derniers, elle est consacrée par l'article 14 de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, et par l'article 25 de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.

Le Conseil d'Etat est d'avis que, par analogie avec ces lois, le projet devrait comprendre une disposition expresse à ce sujet.

\+

\+ +

Le texte proposé ci-après tient compte de ces observations.

Au surplus, il apporte au projet quelques modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

.../...

PROJET DE LOI PORTANT STATUT DU PERSONNEL SUBALTERNE DE LA GENDARMERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1er.- HIERARCHIE ET CADRES.

Article 1er.-

Le personnel subalterne de la gendarmerie comprend des sous-officiers, des brigadiers et des gendarmes.

Les grades des sous-officiers se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant :

maréchal des logis de 2e classe;
maréchal des logis de 1ère classe;
premier maréchal des logis;

.../...

maréchal des logis chef;
premier maréchal des logis chef;
adjudant (adjudant de 2e classe);
adjudant-chef (adjudant de 1ère classe).

Les grades de premier maréchal des logis, maréchal des logis chef, premier maréchal des logis chef, adjudant et adjudant-chef composent le cadre des sous-officiers d'élite.

Ce cadre comprend deux catégories : celle des sous-officiers d'élite du cadre ordinaire et celle des sous-officiers d'élite du cadre administratif.

Les maréchaux des logis de 1ère et de 2e classe, les brigadiers et les gendarmes composent le cadre inférieur du personnel subalterne.

CHAPITRE II. PERSONNEL SERVANT PAR ENGAGEMENT ET RENGAGEMENT.

Article 2.-

Pour être admis à contracter un engagement à la gendarmerie, le candidat doit satisfaire aux conditions et aux épreuves déterminées par le Roi.

Article 3.-

Les candidats reçus sont admis en qualité de gendarme. Toutefois, les militaires ou anciens militaires qui ont été nommés sous-officiers dans les forces armées, sont admis en qualité de maréchal des

logis de 2ème classe s'ils ont accompli deux ans au moins de service effectif depuis leur nomination de sous-officier. Ceux dont la durée de service effectif n'atteint pas deux ans sont admis comme brigadiers.

Article 4.-

Le Roi arrête les conditions auxquelles sont subordonnés le rengagement ainsi que la résiliation de l'engagement et du rengagement.

Article 5.-

Les membres du personnel subalterne qui ont souscrit un engagement ou un rengagement à la gendarmerie se trouvent dans l'une des positions suivantes :

1° en activité,
2° en congé sans solde.

Article 6.-

L'activité est la position du membre du personnel subalterne pourvu d'un emploi dans la gendarmerie ou mis à la disposition d'un ministre autre que le Ministre de la Défense nationale.

Se trouve également dans la position d'activité le membre du personnel subalterne mis à la disposition d'un organisme international, même s'il est placé momentanément hors cadre.

.../...

Article 7.-

Le congé sans solde est la position du membre du personnel subalterne qui a obtenu du Ministre de la Défense nationale l'autorisation d'être absent de l'emploi qu'il occupe et qui cesse pendant la durée de ce congé de percevoir un traitement. Ce congé ne peut être inférieur à trois mois.

Le membre du personnel subalterne ne peut, au cours de sa carrière, obtenir plus de douze mois de congé sans solde, sauf dans des cas exceptionnels déterminés par le Roi.

Pendant la durée du congé sans solde l'engagement ou le rengagement est suspendu.

Article 8.-

Lorsque l'engagement ou le rengagement du membre du personnel est résilié ou que celui-ci n'est pas admis au rengagement, il est envoyé en congé illimité et maintenu avec son grade sur les contrôles de la gendarmerie jusqu'à l'expiration de ses obligations militaires.

Toutefois, si la résiliation de l'engagement ou du rengagement ou la non-admission au rengagement a été prononcée pour des raisons concernant la conduite ou la manière de servir, il est inscrit sur les contrôles des forces armées.

.../...

Article 9.-

Le membre du personnel hors d'état de continuer à servir pour motif de santé et qui ne se trouve pas dans les conditions légales d'ancienneté pour pouvoir bénéficier d'une pension à ce titre, est licencié par réforme sur avis d'une commission médicale et suivant une procédure fixée par le Roi.

CHAPITRE III. CORPS DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIERE.

Section 1ère.- De l'admission.

Article 10.-

Il est créé un corps de sous-officiers de carrière de gendarmerie.

Article 11.-

Pour être admis dans le corps des sous-officiers de carrière, le sous-officier doit réunir les conditions suivantes :

1° avoir accompli trois ans de service effectif au moins à la gendarmerie;
2° avoir subi avec succès les épreuves professionnelles fixées par le Roi;
3° être de bonne conduite et servir de manière satisfaisante;
4° demander son admission.

Le sous-officier qui a réussi l'examen de candidat gradé d'élite est dispensé des épreuves professionnelles.

.../...

Article 12.-

La demande d'admission doit être introduite au cours des six mois précédant la date à laquelle le candidat comptera trois ans de service effectif à la gendarmerie.

Cette demande, accompagnée des avis des chefs hiérarchiques, est transmise au Ministre de la Défense nationale qui admet le candidat, diffère ou refuse son admission.

Article 13.-

Le Ministre de la Défense nationale notifie à l'intéressé la date de son admission dans le corps des sous-officiers de carrière et lui délivre un brevet qui constitue le titre de la possession de l'état de sous-officier de carrière.

Article 14.-

Les candidats dont l'admission est différée parce qu'ils ne sont pas sous-officiers sont autorisés à signer un rengagement.

Article 15.-

Les candidats dont l'admission est différée parce qu'ils ont échoué aux épreuves professionnelles prévues à l'article 11, 2°, peuvent se représenter deux fois à ces épreuves, au plus tôt six mois et au plus tard douze mois après chaque échec. Ils sont autorisés à signer un rengagement.

Ceux qui ont subi trois échecs sont, à l'expiration de l'engagement ou du rengagement en cours,

envoyés en congé illinité et maintenus avec leur grade sur les contrôles de la gendarmerie aussi longtemps qu'ils ont des obligations militaires. Il en est de même des membres du personnel qui n'ont pas demandé leur admission dans le délai prévu à l'article 12.

Article 16.-

Les candidats dont la demande d'admission est refusée parce qu'ils ne satisfont pas à la condition prévue à l'article 11, 3°, sont, à l'expiration de l'engagement ou du rengagement en cours, envoyés en congé illimité et inscrits sur les contrôles des forces armées.

Article 17.-

Lorsque les nécessités du recrutement l'exigent, le Ministre de la Défense nationale peut, dans les conditions fixées par le Roi, maintenir en service par rengagements successifs avec leur grade les membres du personnel qui n'ont pas été admis ou n'ont pas demandé leur admission dans le corps des sous-officiers de carrière de gendarmerie.

Section 2. - Des positions.

Article 18.-

Le sous-officier de carrière de gendarmerie se trouve dans l'une des positions suivantes :

1° à l'activité;

.../...

2° en congé sans solde;

3° en non-activité pour motif de santé;

4° en non-activité par suite de circonstances de guerre;

5° en non-activité par mesure disciplinaire.

Article 19.-

L'activité est la position du sous-officier de carrière définie par l'article 6.

Article 20.-

Le congé sans solde est la position du sous-officier de carrière définie par l'article 7, alinéas 1er et 2.

Article 21.-

La non-activité pour motif de santé est la position du sous-officier de carrière momentanément dans l'impossibilité de reprendre son emploi après une absence pour cause de maladie.

Le sous-officier de carrière est mis en non-activité pour motif de santé après examen par une commission médicale et suivant une procédure fixée par le Roi.

La durée maximum de la non-activité pour motif de santé est déterminée par le Roi.

.../...

Article 22.-

...(texte de l'article 16 du projet du Gouvernement)...

Article 23.-

La non-activité par mesure disciplinaire est la position du sous-officier de carrière que sa conduite ou sa manière de servir oblige à éloigner de son emploi sans que la nature ou la gravité des infractions commises puisse motiver la mise en jugement ou provoquer la radiation ou la démission d'office.

La non-activité par mesure disciplinaire est prononcée, sur proposition d'un chef hiérarchique, par le Ministre de la Défense nationale pour une durée de un à six mois, et par le Roi pour une durée supérieure.

Article 24.-

Les sous-officiers de carrière dont la présence à la gendarmerie constitue un danger pour la discipline de la troupe ou la bonne marche du service, peuvent être suspendus par mesure d'ordre par le Ministre de la Défense nationale, en attendant qu'intervienne une décision définitive.

Article 25.-

Les sous-officiers de carrière en congé sans solde, en non-activité ou suspendus par mesure d'ordre restent soumis à la juridiction militaire et aux ordres du Ministre de la Défense nationale.

.../...

Section 3. - De la sortie du corps des sous-officiers de carrière.

Article 26.-

Le sous-officier perd l'état de sous-officier de carrière par :

1° la perte de la qualité de Belge;
2° la démission honorable;
3° la démission d'office;
4° la radiation;
5° le licenciement par réforme;
6° la mise à la retraite.

Sauf dans les cas de démission honorable, licenciement par réforme et mise à la retraite, la perte de l'état de sous-officier de carrière entraîne la perte du grade.

Article 27.-

...(texte de l'article 22 du projet du Gouvernement, sous réserve d'ajouter à l'alinéa 2, les mots "avec leur grade" après les mots : "restent inscrits")...

Article 28.-

...(texte de l'article 23 du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les parenthèses figurant in fine du dernier alinéa et d'écrire "de soldat ou de matelot") ...

Article 29.-

...(texte de l'article 24 du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 30.-

... (texte de l'article 25 du projet du Gouvernement sous réserve des modifications suivantes à l'alinéa 1er;

- supprimer à la fin du 2°, a) le mot "ordinaire";
- remplacer le 2°, b), par
  "b) douze mois d'emprisonnement du chef de toutes autres infractions aux lois pénales";

et à l'alinéa 2 :

- remplacer "alinéa premier,4°" par "alinéa 1er,4°";
- remplacer "reste inscrit" par "il est inscrit";
- supprimer les parenthèses et écrire "de soldat ou de matelot") ...

Article 31.-

Est licencié par réforme, le sous-officier de carrière qui est hors d'état de continuer à servir pour motif de santé et qui n'est pas dans les conditions légales d'ancienneté pour pouvoir bénéficier d'une pension à ce titre.

Il est mis à la réforme sur avis d'une commission médicale, et suivant une procédure fixée par le Roi.

Article 32.-

Est à la retraite, le sous-officier de carrière rendu à la vie civile et admis à la jouissance d'une pension d'ancienneté.

Il peut être maintenu sur les contrôles de la gendarmerie dans les conditions déterminées par la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

.../...

Section 4. - De la mise hors cadre.

Article 33.-

Les sous-officiers de carrière mis à la disposition d'un autre ministre que le Ministre de la Défense nationale sont mis hors cadre.

Peuvent également être mis hors cadre, les sous-officiers de carrière mis à la disposition d'un organisme international.

Article 34.-

La mise hors cadre des sous-officiers de carrière est prononcée par le Ministre de la Défense nationale, dans les conditions déterminées par le Roi.

Les sous-officiers hors cadre ne sont plus comptés dans les effectifs organiques de la gendarmerie.

Ils sont promus au grade supérieur à leur tour d'ancienneté, s'ils réunissent les conditions exigées et s'ils font l'objet d'un avis favorable du ministre ou de l'organisme à la disposition duquel ils sont placés.

Section 5.- Du transfert.

Article 35.-

Les sous-officiers d'élite peuvent être transférés d'office d'une catégorie à l'autre, lorsque les nécessités du service l'exigent.

.../...

Ces transferts sont décidés par le Ministre de la Défense nationale suivant les règles fixées par le Roi.

Les conséquences de ces transferts au point de vue de l'avancement sont déterminées par le Roi.

CHAPITRE III. - AVANCEMENT DU PERSONNEL SUBALTERNE DE LA GENDARMERIE.

Article 36.-

L'avancement du personnel subalterne est réglé par le Roi.

Tout membre du personnel est pourvu du brevet du grade qui lui est conféré.

Article 37.-

Le grade est distinct de l'emploi.

Les grades sont conférés à concurrence du nombre d'emplois disponibles.

Article 38.-

Nul ne peut obtenir d'avancement s'il n'est dans la position d'activité.

Toutefois, les sous-officiers de carrière repris en activité après une mise en non-activité pour motif de santé peuvent être promus rétroactivement.

De même, le Ministre de la Défense nationale, après avoir pris l'avis de la commission militaire visée à l'article 22, décide s'il y a lieu de promouvoir rétroactivement les sous-officiers de carrière repris en activité après avoir été en non-activité par suite de circonstances de guerre.

Article 39.-

L'avancement dans le cadre inférieur est conféré à l'ancienneté.

Le grade de maréchal des logis de 1ère classe n'est conféré qu'aux maréchaux des logis de 2e classe admis dans le corps des sous-officiers de carrière.

Article 40.-

Le grade de premier maréchal des logis est conféré aux sous-officiers qui ont satisfait à l'examen de candidat gradé d'élite.

.../...

Article 41.-

... (texte de l'article 40 du projet du Gouvernement) ...

Article 42.-

... (texte de l'article 41 du projet du Gouvernement) ...

Article 43.-

Les sous-officiers d'élite peuvent être commissionnés au grade supérieur lorsque les nécessités organiques l'exigent.

Le commissionnement a lieu suivant les règles fixées aux articles 41 et 42.

Le sous-officier d'élite commissionné au grade supérieur bénéficie du traitement afférent à ce grade et en porte les insignes.

Article 44.-

... (texte de l'article 43 du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer le mot "inaptitude" par "incapacité") ...

Article 45.-

Tout membre du personnel dont la conduite ou la manière de servir n'est pas satisfaisante peut être retardé dans son avancement.

.../...

Article 46.-

... (texte de l'article 44 du projet du Gouvernement) ...

Article 47.-

... (texte de l'article 45 du projet du Gouvernement) ...

Article 48.-

Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux candidats officiers. Leur avancement est réglé par des règles particulières déterminées par le Roi.

CHAPITRE IV. DISPOSITION GENERALE.

Article 49.-

En temps de guerre, le Roi peut suspendre la présente loi, en tout ou en partie.

CHAPITRE V. DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 50.-

Les sous-officiers comptant au moins deux ans de service effectif à la gendarmerie au moment de la publication de la présente loi sont admis, à leur demande, dans le corps des sous-officiers de carrière,

.../...

avec leur grade et leur ancienneté, à condition d'être de bonne conduite et de servir de manière satisfaisante.

Ceux qui n'ont pas demandé leur admission dans ce corps endéans l'année de la publication de la présente loi peuvent être autorisés à signer des rengagements.

Article 51.-

La présente loi entre en vigueur six mois après sa promulgation.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Artikel 12 van het ontwerp van wet op de rijkswacht, waarover de Raad van State 7 Juli 1952 zijn advies heeft gegeven, luidt als volgt : "De rijkswacht bestaat uit officieren, onderofficieren, brigadiers en rijkswachters. Hun statuut wordt bij deze wet en bij andere bijzondere wetten vastgesteld".

Artikel 57 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen regelt de gelijkstellingen van de graden van het lager personeel der rijkswacht met de graden der onderofficieren van de krijgsmacht. Die gelijkstellingen berusten op de volgende indeling: onderofficieren, brigadiers en rijkswachters.

De Raad van State is van advies dat die indeling bij het opmaken van de tekst van artikel 1 zou moeten in acht genomen worden, wil men tot overeenstemming komen met voornoemde ontwerp van wet en samengeordende wetten.

De benaming der graden van adjudant en opperadjudant is nieuw. Daarom stelt de Raad van State voor, de oude benamingen welke onder meer voorkomen in het bij de wet van 26 Mei 1948 gewijzigde artikel 29 der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, tussen haakjes te vermelden.

\+

\+ \+

Daar alle in de afdelingen 2 en 4 van het ontwerp voorkomende bepalingen betrekking hebben op het personeel dat ingevolge een verbintenis of nieuwe verbintenis in dienst is, stelt de Raad van State voor, ze in één hoofdstuk samen te brengen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 33 van het ontwerp laat het aan de Koning over, te bepalen onder welke voorwaarden de wederdienstneming, de verbreking van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis en de niet-toelating tot wederdienstneming geschieden voor de leden van het lager personeel die niet tot het korps der beroepsonderofficieren behoren.

Volgens de inlichtingen door de gemachtigde van de Regering verstrekt, is de niet-toelating tot wederdienstneming waarvan sprake in genoemd artikel de beslissing waarbij de wederdienstneming van een lid van het personeel wordt geweigerd, wanneer de termijn van de lopende dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis nog niet verstreken is.

De aan de Koning verleende macht om de voorwaarden der wederdienstneming te bepalen, houdt eveneens in dat hij kan bepalen onder welke voorwaarden de wederdiensneming wordt geweigerd, zodat het in het ontwerp gemaakte onderscheid geen zin heeft.

\+

\+ \+

Luidens artikel 5, 1°, van het ontwerp kan een lid van het personeel slechts in het korps der beroepsonderofficieren worden opgenomen zo hij de graad van wachtmeester tweede klasse heeft.

.../...

Volgens artikel 38 kan de graad van wachtmeester eerste klasse slechts verleend worden aan de in het korps der beroepsonderofficieren opgenomen wachtmeesters tweede klasse.

Ten slotte wordt de graad van eerste-wachtmeester, volgens artikel 39, verleend aan de beroepsonderofficieren die in het examen voor candidaat-keurgegradueerde zijn geslaagd.

Volgens de inlichtingen door de gemachtigde van de Regering verstrekt, kunnen leden van het personeel die ingevolge een verbintenis of nieuwe verbintenis dienen, toegelaten worden tot de graad van eerste-wachtmeester, welke de eerste graad van keurgegradueerde is.

Naar het advies van de Raad van State zou artikel 39 dienen gewijzigd, met dien verstande dat aan die leden van het personeel toegang wordt verleend tot de graad van eerste-wachtmeester alvorens zij in het korps der beroepsonderofficieren worden opgenomen en zou bij de redactie van de artikelen 5, 1°, 7, eerste lid, en 9 van het ontwerp met die toestand rekening moeten gehouden worden.

\+

\+ \+

.../...

Volgens de inlichtingen door de gemachtigde van de Regering verstrekt, zouden de "noodwendigheden van de werving", waarvan sprake in artikel 11 van het ontwerp, de Minister van Landsverdediging kunnen verplichten, andere leden van het personeel dan onderofficieren door achtereenvolgende nieuwe dienstverbintenissen met hun graad in dienst te houden.

Artikel 11 dient in die zin te worden gewijzigd.

\+

\+ \+

Luidens artikel 17, tweede lid, van het ontwerp wordt de opnonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel ambtshalve of op voorstel van een hiërarchische overste voor een duur van één tot zes maanden door de Minister van Landsverdediging en voor een langere duur door de Koning uitgesproken. Aan die bepaling is een zin toegevoegd die luidt als volgt : "een onderzoeksraad kan desvoorkomend worden bijeengeroepen".

Daar de bijeenroeping van die onderzoeksraad facultatief is, stelt de Raad van State voor, die zin, welke hij overbodig acht, weg te laten.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 19 van het ontwerp machtigt de Koning tot het vaststellen van de "toekenningen" verschuldigd aan de beroepsonderofficieren die verkeren in één van de toestanden in artikel 12 genoemd of die bij ordemaatregel geschorst zijn.

Volgens een sinds 1840 bestaande vaste traditie, is de Koning bevoegd om de bezoldiging van het lager personeel der rijkswacht vast te stellen.

Naar het advies van de Raad van State, kan de bepaling die artikel 19 vormt, wegvallen.

\+

\+ \+

Volgens artikel 25, 2°, b, van het ontwerp wordt de schrapping uitgesproken tegen de beroepsonderofficier die tot één of meer correctionele straffen, bij één of meer vonnissen of arresten uitgesproken, is veroordeeld, wanneer die straffen niet voorwaardelijk zijn en samen twaalf maanden gevangenisstraf belopen wegens alle andere bij het gewoon Strafwetboek of bij het Militair Strafwetboek bepaalde misdrijven dan die in artikel 25, 2°, a, opgesomd.

Zoals die bepaling hier luidt, maakt zij het niet mogelijk de schrapping van de onderofficier uit te spreken die onder de zoëven genoemde voorwaarden veroordeeld is tot twaalf maanden gevangenisstraf wegens misdrijven bij bijzondere strafwetten bepaald.

.../...

De Raad van State adviseert, die leemte aan te vullen en stelt voor artikel 25, 2°, b, volgende lezing voor : "b) twaalf maanden gevangenisstraf wegens alle andere misdrijven tegen de strafwetten".

\+

\+ +

Luidens artikel 27, tweede lid, van het ontwerp blijft de op pensioen gestelde beroepsonderofficier op de stamlijsten van de rijkswacht ingeschreven onder de bij de dienstplichtwet bepaalde voorwaarden.

Artikel 84 der wet van 15 Juni 1951 betreffende de dienstplicht bepaalt:"De gepensionneerde onderofficieren, korporaals en brigadiers kunnen gedurende tien jaar en uiterlijk tot de leeftijd van 55 jaar ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gehouden".

Terwille van de overeenstemming met die bepaling stelt de Raad van State voor, de in het zoëven bedoeld artikel 27, tweede lid, voorkomende woorden "blijft ... ingeschreven" te vervangen door "kan ... ingeschreven blijven".

\+

\+ +

.../...

Verscheidene bepalingen van het ontwerp impliceren het onderscheid tussen graad en betrekking.

Die regel is in overeenstemming met die welke bij de krijgsmacht zowel voor officieren als onderofficieren geldt. Voor laatstgenoemden is hij bekrachtigd bij artikel 14 der wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren,en bij artikel 25 der wet van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht.

De Raad van State is van advies dat het ontwerp, naar analogie van die wetten, terzake een uitdrukkelijke bepaling zou moeten bevatten.

\+

\+ \+

In de hierna voorgestelde tekst wordt met die opmerkingen rekening gehouden.

Voorts brengt die tekst in het ontwerp enkele vormwijzigingen aan die geen commentaar behoeven.

.../...

ONTWERP VAN WET HOUDENDE HET STATUUT VAN HET LAGER PERSONEEL DER RIJKSWACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - HIERARCHIE EN KADERS.

Artikel 1.-

Het lager personeel der rijkswacht bestaat uit onderofficieren, brigadiers en rijkswachters.

Voor de graden van onderofficier geldt de volgende hiërarchische rangorde :

wachtmeester tweede klasse ;
wachtmeester eerste klasse ;
eerste-wachtmeester ;
opperwachtmeester ;
eerste-opperwachtmeester ;

.../...

adjudant (adjudant tweede klasse) ;
opperadjudant (adjudant eerste klasse).;

De graden van eerste-wachtmeester, opperwachtmeester, eerste-opperwachtmeester, adjudant en opperadjudant vormen het kader der keuronderofficieren.

Dit kader omvat twee categorieën : de keuronderofficieren van het gewoon kader en de keuronderofficieren van het administratief kader.

De wachtmeesters eerste en tweede klasse, de brigadiers en de rijkswachters vormen het lager kader van het lager personeel.

HOOFDSTUK II. - PERSONEEL IN DIENST INGEVOLGE EEN DIENSTVERBINTENIS OF NIEUWE DIENSTVERBINTENIS.

Artikel 2.-

Om een dienstverbintenis bij de rijkswacht te kunnen aangaan, moet de candidaat voldoen aan de voorwaarden en de proeven en examens, door de Koning bepaald.

Artikel 3.-

De aangenomen kandidaten worden in de hoedanigheid van rijkswachter opgenomen. De militairen of gewezen militairen echter, die bij de krijgsmacht tot onderofficier zijn benoemd, worden in de hoedanigheid van wachtmeester tweede klasse opgenomen, zo zij sinds hun benoeming tot onderofficier ten minste twee jaar effectieve dienst hebben volbracht. Degenen met minder dan twee jaar effectieve dienst worden als brigadier opgenomen.

.../...

Artikel 4.-

De Koning stelt vast onder welke voorwaarden een nieuwe dienstverbintenis kan worden aangegaan en de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis verbroken.

Artikel 5.-

De leden van het lager personeel, die een dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis bij de rijkswacht hebben aangegaan, verkeren in één van de volgende toestanden :

1° in werkelijke dienst ;

2° met verlof zonder soldij.

Artikel 6.-

De werkelijke dienst is de toestand van het lid van het lager personeel dat een betrekking in de rijkswacht bekleedt of ter beschikking van een andere minister dan de Minister van Landsverdediging is gesteld.

In de toestand van werkelijke dienst verkeert ook het lid van het lager personeel, dat ter beschikking van een internationaal organisme is gesteld, zelfs al is hij tijdelijk buiten kader geplaatst.

Artikel 7.-

Het verlof zonder soldij is de toestand van het lid van het lager personeel, dat van de Minister van Landsverdediging de machtiging heeft gekregen om uit de door hem beklede betrekking afwezig te zijn en dat tijdens dit verlof geen wedde trekt. Zodanig verlof mag niet minder dan drie maanden bedragen.

.../...

Het lid van het lager personeel kan gedurende zijn loopbaan niet meer dan twaalf maanden verlof zonder soldij krijgen, behalve in uitzonderlijke gevallen door de Koning bepaald.

Tijdens het verlof zonder soldij is de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis geschorst.

Artikel 8.-

Wanneer de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van een lid van het personeel verbroken of hem het aangaan van een nieuwe dienstverbintenis geweigerd is, wordt hij met onbepaald verlof gezonden en blijft hij, zolang hij militaire verplichtingen heeft, met zijn graad op de stamlijsten van de rijkswacht ingeschreven.

Wanneer echter de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis verbroken of het aangaan van een nieuwe dienstverbintenis geweigerd werd om redenen in verband met het gedrag of de wijze van dienen, wordt hij op de stamlijsten van de krijgsmacht ingeschreven.

Artikel 9.-

Het lid van het personeel dat om gezondheidsredenen niet in staat is verder te dienen en niet aan de wettelijke voorwaarden voldoet om op een anciënniteitspensioen aanspraak te hebben, wordt op advies van een geneeskundige commissie en volgens een door de Koning vastgestelde procedure wegens reform afgedankt.

.../...

HOOFDSTUK III. - KORPS DER BEROEPSONDEROFFICIEREN.

Afdeling 1.- Opneming.

Artikel 10.-

Een korps van beroepsonderofficieren der rijkswacht wordt opgericht.

Artikel 11.-

Om in het korps der beroepsonderofficieren te worden opgenomen, moet de onderofficier de volgende voorwaarden vervullen :

1° ten minste drie jaar effectieve dienst bij de rijkswacht hebben gedaan ;

2° met goed gevolg de door de Koning vastgestelde examens over beroepskennis hebben afgelegd ;

3° van goed gedrag zijn en op bevredigende wijze dienen ;

4° zijn opneming aanvragen.

De onderofficier die geslaagd is voor het examen van candidaat-keurgegradueerde is van de examens over beroepskennis vrijgesteld.

Artikel 12.-

De aanvraag om opneming moet ingediend worden in de loop van de zes maanden vóór de datum waarop de candidaat drie jaar effectieve dienst bij de rijkswacht telt.

.../...

Die aanvraag wordt samen met de adviezen van de hiërarchische meerderen overgemaakt aan de Minister van Landsverdediging, die de candidaat aanneemt of zijn aanneming uitstelt dan wel afwijst.

Artikel 13.-

De Minister van Landsverdediging geeft aan de belanghebbende kennis van de datum waarop hij in het korps der beroepsonderofficieren opgenomen is en stelt hem in het bezit van een brevet geldend als bewijs van zijn staat van beroepsonderofficier.

Artikel 14.-

De candidaten wier opneming uitgesteld is omdat zij geen onderofficier zijn, worden gemachtigd een nieuwe dienstverbintenis aan te gaan.

Artikel 15.-

De candidaten wier opneming uitgesteld is omdat zij niet slaagden voor de in artikel 11, 2°, bedoelde examens over beroepskennis mogen zich hiervoor tweemaal opnieuw aanmelden, ten vroegste zes maanden en uiterlijk twaalf maanden na elke mislukking. Zij worden gemachtigd een nieuwe dienstverbintenis aan te gaan.

Zij die driemaal mislukt zijn, worden, bij het verstrijken van de lopende dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis, met onbepaald verlof gezonden en blijven met hun graad op de stamlijsten der rijkswacht ingeschreven zolang zij militaire verplichtingen hebben. Zo ook de leden van het personeel die hun opneming niet binnen de in artikel 12 bepaalde termijn hebben gevraagd.

.../...

Artikel 16.-

De candidaten wier aanvraag om opneming niet is aanvaard omdat zij niet voldoen aan de in artikel 11, 3°, gestelde voorwaarde, worden, bij het verstrijken van de lopende dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis, met onbepaald verlof gezonden en op de stamlijsten der krijgsmacht ingeschreven.

Artikel 17.-

Wanneer het voor de werving noodzakelijk is, kan de Minister van Landsverdediging, onder de door de Koning gestelde voorwaarden, de leden van het personeel die in het korps van de beroepsonderofficieren der rijkswacht niet opgenomen zijn of hun opneming daarin niet gevraagd hebben, met hun graad in dienst behouden door achtereenvolgende nieuwe dienstverbintenissen.

Afdeling 2.- Toestanden.

Artikel 18.-

De beroepsonderofficier der rijkswacht verkeert in één van de volgende toestanden:

1° in werkelijke dienst ;

2° met verlof zonder soldij ;

3° op non-activiteit om gezondheidsredenen ;

4° op non-activiteit wegens oorlogsomstandigheden ;

5° op non-activiteit bij tuchtmaatregel.

Artikel 19.-

De werkelijke dienst is de in artikel 6 omschreven toestand van de beroepsonderofficier.

.../...

Artikel 20.-

Het verlof zonder soldij is de toestand van de beroepsonderofficier als omschreven in artikel 7, eerste en tweede lid.

Artikel 21.-

De non-activiteit om gezondheidsredenen is de toestand van de beroepsonderofficier die, na een afwezigheid wegens ziekte, momenteel onbekwaam is zijn betrekking terug waar te nemen.

De onderofficier wordt om gezondheidsredenen op non-activiteit gesteld na onderzoek door een geneeskundige commissie en volgens een door de Koning vastgestelde procedure.

De Koning bepaalt de maximumduur der non-activiteit om gezondheidsredenen.

Artikel 22.-

De non-activiteit wegens oorlogsomstandigheden is de voorlopige toestand van de beroepsonderofficier die krijgsgevangen, oorlogsgeïnterneerde, of door oorlogsomstandigheden van de rijkswacht of van het leger gescheiden is.

Zodra de omstandigheden het mogelijk maken en na het advies van een militaire commissie te hebben ingewonnen, stelt de Minister van Landsverdediging de definitieve toestand of toestanden van de betrokken onderofficier vast, voor het tijdperk van zijn non-activiteit wegens oorlogsomstandigheden.

.../...

Van de adviezen van deze commissie kunnen de Minister van Landsverdediging en de belanghebbende voor een hogere commissie in beroep komen.

De samenstelling van die commissies wordt door de Koning bepaald; de hogere commissie wordt voorgezeten door een werkend of een ereraadsheer in het hof van beroep, aangewezen door de Minister van Justitie.

Die commissies geven hun advies binnen de termijnen en naar de vormen door de Koning bepaald.

Artikel 23.-

De non-activiteit bij tuchtmaatregel is de toestand van de beroepsonderofficier die wegens zijn gedrag of zijn wijze van dienen uit zijn betrekking moet verwijderd worden, zonder dat hij uit hoofde van de aard of de ernst van de gepleegde misdrijven moet worden berecht, geschrapt of van ambtswege ontslagen.

De non-activiteit bij tuchtmaatregel wordt op voorstel van een hiërarchische meerdere uitgesproken door de Minister van Landsverdediging voor de duur van één tot zes maanden en door de Koning voor een langere duur.

Artikel 24.-

De beroepsonderofficieren wier aanwezigheid bij de rijkswacht een gevaar betekent voor de tucht van de troep of de goede gang van de dienst, kunnen, in afwachting van een definitieve beslissing, door de Minister van Landsverdediging bij ordemaatregel worden geschorst.

Artikel 25.-

De beroepsonderofficieren met verlof zonder soldij, op non-activiteit of geschorst bij ordemaatregel, blijven onderworpen aan het militair gerecht en aan de bevelen van de Minister van Landsverdediging.

.../...

Afdeling 3.- Uittreding uit het korps der beroepsonderofficieren.

Artikel 26.-

De onderofficier verliest de staat van beroepsonderofficier door :

1° het verlies van de staat van Belg;

2° eervol ontslag;

3° ontslag van ambtswege;

4° schrapping;

5° afdanking wegens reform;

6° oppensioenstelling.

Behalve in de gevallen van eervol ontslag, afdanking wegens reform en oppensioenstelling, brengt het verlies van de staat van beroepsonderofficier het verlies van de graad met zich.

Artikel 27.-

... (tekst van artikel 22 van het ontwerp der Regering, mits in het tweede lid te schrijven: "De beroepsonderofficieren die ..., blijven met hun graad op de stamlijsten der rijksawcht ingeschreven indien ...; zij kunnen onder de door de Koning bepaalde voorwaarden weder in het korps ... worden opgenomen") ...

.../...

Artikel 28.-

... (tekst van artikel 23 van het ontwerp der Regering, mits te schrijven "fundamentele instellingen", "habitueel wangedrang", "zware tekortkoming" in plaats van "ernstig vergrijp" en "erg vergrijp", "minder zware tekortkoming" in plaats van "minder ernstig vergrijp", en in het laatste lid de haakjes te doen wegvallen en te schrijven "als soldaat of matroos") ...

Artikel 29.-

Het ontslag van ambtswege kan door de Minister van Landsverdediging niet worden uitgesproken dan na advies ... (voorts tekst van artikel 24 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 30.-

... (tekst van artikel 25 van het ontwerp der Regering, mits het eerste lid, 2°, a en b, te lezen als volgt :

"a) zes maanden gevangenisstraf wegens wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat, diefstal, misbruik van vertrouwen, oplichting, afpersing, aanslag op de eerbaarheid, verkrachting, misdrijven omschreven in de artikelen 379 tot 386 van het Strafwetboek;

b) twaalf maanden gevangenisstraf wegens alle andere misdrijven tegen de strafwetten";
het 3° van het eerste lid als volgt : "3° militaire degradatie" en het tweede lid als hierna :

.../...

"De schrapping brengt de uitsluiting uit de rijkswacht en de wegzending uit het leger met zich; nochtans keert de krachtens het eerste lid, 4°, geschrapte onderofficier naar het burgerlijk leven terug en wordt hij, zo hij nog militaire verplichtingen heeft, als soldaat of matroos op de stamlijsten van de krijgsmacht ingeschreven. ")...

Artikel 31.-

Wegens reform wordt afgedankt de beroepsonderofficier die om gezondheidsredenen niet in staat is verder te dienen en die niet aan de wettelijke voorwaarden voldoet om op een anciënniteitspensioen aanspraak te hebben.

Hij wordt op reform gesteld op advies van een geneeskundige commissie en volgens een procedure welke de Koning bepaalt.

Artikel 32.-

Op pensioen is gesteld de beroepsonderofficier die naar het burgerlijk leven is teruggekeerd en in aanmerking is genomen voor een anciënniteitspensioen.

Hij kan op de stamlijsten van de rijkswacht ingeschreven blijven onder de voorwaarden bepaald bij de dienstplichtwet.

Afdeling 4.- Buitenkaderstelling.

Artikel 33.-

De beroepsonderofficieren die ter beschikking van een andere minister dan de Minister van Landsverdediging zijn gesteld, worden buiten kader gesteld.

.../...

Buiten kader kunnen eveneens worden gesteld de beroepsonderofficieren die ter beschikking van een internationaal organisme zijn gesteld.

Artikel 34.-

De buitenkaderstelling van de beroepsonderofficieren wordt uitgesproken door de Minister van Landsverdediging, onder de voorwaarden die de Koning bepaalt.

De beroepsonderofficieren buiten kader worden niet langer tot de getalsterkte van de rijkswacht gerekend.

Zij worden volgens anciënniteit tot de hogere graad bevorderd indien zij al de gestelde voorwaarden vervullen en indien over hen gunstig is geadviseerd door de minister of door het organisme waarbij zij ter beschikking zijn gesteld.

Afdeling 5.- Overplaatsing.

Artikel 35.-

De keuronderofficieren kunnen van ambtswege van de ene naar de andere categorie overgeplaatst worden wanneer de behoeften van de dienst zulks vergen.

Tot overplaatsing besluit de Minister van Landsverdediging volgens de regelen door de Koning vastgesteld.

De Koning stelt vast welke gevolgen die overplaatsingen ten opzichte van de bevordering met zich brengen.

.../...

HOOFDSTUK III. - BEVORDERING VAN HET LAGER PERSONEEL DER RIJKSWACHT.

Artikel 36.-

De bevordering van het lager personeel der rijkswacht wordt door de Koning geregeld.

Elk lid van het personeel wordt in het bezit gesteld van het brevet van de hem verleende graad.

Artikel 37.-

De graad is te onderscheiden van de betrekking. Er worden evenveel graden verleend als er te begeven betrekkingen zijn.

Artikel 38.-

Niemand kan bevorderd worden indien hij niet in de toestand van werkelijke dienst verkeert.

Nochtans kunnen de beroepsonderofficieren die opnieuw in werkelijke dienst treden na een periode van non-activiteit om gezondheidsredenen met terugwerking worden bevorderd.

Zo beslist de Minister van Landsverdediging ook, na het advies van de in artikel 22 bedoelde militaire commissie te hebben ingewonnen, of met terugwerking zullen bevorderd worden, de beroepsonderofficieren die opnieuw in werkelijke dienst treden na op non-activiteit te zijn geweest wegens oorlogsomstandigheden.

.../...

Artikel 39.-

De bevordering in het lager kader geschiedt volgens de anciënniteit.

De graad van wachtmeester eerste klasse wordt slechts verleend aan de in het korps der beroepsonderofficieren opgenomen wachtmeesters tweede klasse.

Artikel 40.-

De graad van eerste-wachtmeester wordt verleend aan de beroepsonderofficieren die geslaagd zijn voor het examen van candidaat-keurgegradueerde.

Artikel 41.-

... (tekst van artikel 40 van het ontwerp der Regering, mits in het tweede lid te lezen : "Elke der twee categorieën van keurgegradueerden ...") ...

Artikel 42.-

De minimumdiensttijd die in het kader der keuronderofficieren in elke graad effectief moet gedaan worden om tot ...(voorts zoals in artikel 41 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 43.-

Wanneer de organieke behoeften het vereisen, kunnen de keuronderofficieren in de hogere graad aangesteld worden.

.../...

De aanstelling geschiedt volgens de regelen omschreven in de artikelen 41 en 42.

De keuronderofficier die in de hogere graad aangesteld wordt geniet de daaraan verbonden wedde en draagt de kentekens er van.

Artikel 44.-

De keuronderofficieren kunnen in de lagere graad worden teruggeplaatst ... (voorts zoals in artikel 43 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 45.-

Elk lid van het personeel wiens gedrag of wijze van dienen geen bevrediging schenkt, kan in zijn bevordering vertraagd worden.

Artikel 46.-

... (tekst van artikel 44 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 47.-

... (tekst van artikel 45 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 48.-

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing ten aanzien van de candidaat-officieren. Hun bevordering geschiedt volgens bijzondere regelen welke de Koning bepaalt.

.../...

HOOFDSTUK IV. - ALGEMENE BEPALING.

Artikel 49.-

In oorlogstijd kan de Koning deze wet in haar geheel of ten dele schorsen.

HOOFDSTUK V. - OVERGANGSBEPALING.

Artikel 50.-

De onderofficieren die bij de bekendmaking van deze wet ten minste twee jaar werkelijke dienst bij de rijkswacht tellen, worden, op hun verzoek, met hun graad en anciënniteit in het korps der beroepsonderofficieren opgenomen, mits zij van goed gedrag zijn en op bevredigende wijze dienen.

Zij die binnen het jaar na de bekendmaking van deze wet niet om opneming in dit korps verzocht hebben, kunnen gemachtigd worden nieuwe dienstverbintenissen aan te gaan.

Artikel 51.-

Deze wet treedt in werking zes maanden na haar afkondiging.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.
De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.